



Accord-Cadre de fournitures courantes et services (FCS)

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES (C.C.A.P.)

Objet : Le présent marché a pour objet la fourniture et la livraison de granulés bois pour les sites CNRS de Villetaneuse et de Thiais, pour le compte de la délégation CNRS Ile-de-France Villejuif.

MODE DE PASSATION :

Appel d'offres ouvert en application des articles L2124-2, R2161-2 et R2161-3 du code de la commande publique.

FORME DU MARCHE :

Accord-Cadre mono-attributaire alloti en application de l'article L2113-10 du code de la commande publique.

Code CPV

| | |
|------------|-----------------------------|
| 09111400-4 | Combustibles à base de bois |
|------------|-----------------------------|

| | |
|--|----|
| Article 1 – Objet, contexte et périmètre d’exécution de l’Accord-Cadre | 4 |
| 1.1 Objet de l’accord cadre | 4 |
| 1.2 Contexte et périmètre d’exécution | 4 |
| Article 2 – Forme de l’Accord-Cadre | 4 |
| Article 3 – Pièces contractuelles de l’accord-cadre..... | 5 |
| Article 4 – Pouvoir Adjudicateur – Unités bénéficiaires – Lieux d’exécution | 5 |
| Article 5 – Commencement et durée de l’accord-cadre | 6 |
| Article 6 – Forme et modalités de révision des Prix | 6 |
| 6.1 Nature des prix..... | 6 |
| 6.2 Révision des prix | 7 |
| Article 7 – Modalités générales d’exécution des prestations..... | 9 |
| 7.1 Représentant du Pouvoir Adjudicateur | 9 |
| 7.2 Etendue des prestations | 9 |
| 7.3 Condition de livraison et Délais d’exécution | 9 |
| 7.4 Quantité minimum pour passer une commande | 9 |
| 7.5 Exécution des prestations par un tiers | 10 |
| 7.7 Clause de Réexamen | 10 |
| Article 8 – Emission des bons de commande | 10 |
| 8.1 Notification des bons de commande | 10 |
| 8.2 Adresse électronique de réception des bons de commande | 11 |
| Article 9– Opérations de vérification | 11 |
| 9.1 Opérations de vérification..... | 11 |
| 9.2 Garantie | 12 |
| 10 Confidentialité et respect des principes de la loi du 24 août 2021 | 12 |
| 10.1 Confidentialité | 12 |
| 10.2 Respect des principes d’égalité, de laïcité et de neutralité dans l’exécution des prestations | 12 |
| Article 11 – Facturation..... | 12 |
| 11.1 Modalités de transmission de la facture | 12 |
| 11.2 Contenu de la Facture..... | 13 |
| 11.3 Modalités de règlement..... | 13 |
| 11.2 Délais de paiement | 14 |
| 11.3 Intérêts moratoires | 14 |
| 11.4 Règlement en cas de groupement d’opérateurs économiques solidaires | 14 |
| 11.5 Avance | 14 |
| 11.6 Ordonnateur et comptable | 15 |
| Article 12 – Pénalités..... | 15 |
| 12.1 Pénalité pour retard : | 16 |
| 12.2 Autres pénalités | 16 |
| 12.3 Pénalité pour travail dissimulé | 16 |
| Article 13 – Assurance..... | 17 |
| Article 14 – Modifications relatives au(x) Titulaire(s) de l’accord-cadre | 17 |
| 14.1 Modifications mineures | 17 |
| 14.2 Modifications majeures | 17 |
| Article 15 – Résiliation et Exécution aux frais et risques | 18 |

| | |
|---|----|
| 15.1 Résiliation sans faute | 18 |
| 15.2 Résiliation à la demande du(es) Titulaire(s) | 18 |
| 15.3 Résiliation pour faute | 18 |
| Article 16 – Droit applicable – Langue..... | 19 |
| Article 17 – Obligations réglementaires | 19 |
| Article 18 – Différends et Litiges | 19 |
| Article 19 – Dérogations aux documents généraux | 19 |

Article 1 – Objet, contexte et périmètre d'exécution de l'Accord-Cadre

1.1 Objet de l'accord cadre

Le présent marché a pour objet la fourniture et la livraison de granulés bois pour les sites CNRS de Villetaneuse et de Thiais, pour le compte de la délégation CNRS Ile-de-France Villejuif.

La description des fournitures et leurs spécificités techniques sont indiquées dans le CCTP.

1.2 Contexte et périmètre d'exécution

Le(s) Titulaire(s) aura(ont) à leur charge la livraison du combustible sur les sites cités en objet de la chaufferie. Les installations sont situées dans la bâtiment L1 du campus universitaire de Villetaneuse (93430) et dans le bâtiment G du campus du CNRS de Thiais (94320).

Les opérations de déchargement des véhicules seront assurées par le(s) Titulaire(s) ses risques et péril et sous sa responsabilité, le client assurant l'accès des véhicules au silo de stockage, l'aire de stockage permettant un déchargement sans attente.

Article 2 – Forme de l'Accord-Cadre

2.1 Forme du contrat

Le présent contrat prend la forme d'un accord-cadre mono-attributaire fixant l'ensemble des stipulations contractuelles et s'exécutant par l'émission de bons de commande au fur et à mesure de la survenance du besoin exprimé par le pouvoir adjudicateur, conformément aux articles R2162-2 R. 2162-13 et R. 2162-14 du code de la commande publique.

Chaque bon de commande précisera les prestations à exécuter, leur étendue, le prix de règlement ainsi que la durée.

2.2 Allotissement

Le présent accord-cadre ne comprend pas de quantité minimum mais comprend une quantité maximum sur un an qui est la suivante par lot :

Lot 1 : Fourniture et livraison des granulés : site campus universitaire de Villetaneuse

| Quantité minimum /t | Quantité maximum /t |
|---------------------|---------------------|
| Sans | 176 |

Soit, 704 tonnes sur quatre (4) ans.

Lot 2 : Fourniture et livraison des granulés : site campus CNRS de Thiais

| Quantité minimum /t | Quantité maximum /t |
|---------------------|---------------------|
| Sans | 672 |

Soit, 2 688 tonnes sur quatre (4) ans.

Article 3 – Pièces contractuelles de l'accord-cadre

Conformément aux dispositions de l'article 4 du CCAG-FCS, les pièces constitutives du présent marché sont, par ordre de priorité décroissante, les suivantes :

- L'acte d'engagement (AE) dans la version résultant des dernières modifications éventuelles, opérées par avenant et ses annexes;
- Bordereau de prix unitaires (BPU) ;
- Le présent Cahier des clauses administratives particulières (CCAP);
- Le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) et ses annexes
- Le cahier des clauses administratives générales des marchés publics de fournitures courantes et services (CCAG/FCS) issu de l'arrêté du 30 mars 2021 portant approbation du cahier des clauses administratives générales des marchés publics de fournitures courantes et de services, à l'exception des dispositions auxquelles le présent CCAP déroge. Ce document n'est pas fourni par l'administration et est réputé connu par le(s) Titulaire(s) ;
- L'offre technique du(es) Titulaire(s).

Les originaux des documents susmentionnés sont conservés par le pouvoir adjudicateur et font seul foi en cas de litige ou de contestation.

Toute clause, insérée dans un catalogue ou un document du(es) Titulaire(s), contraire aux dispositions des autres pièces constitutives du marché, est réputée non écrite. Les conditions générales et particulières de vente du(es) Titulaire(s) sont concernées par cette disposition.

Article 4 – Pouvoir Adjudicateur – Unités bénéficiaires – Lieux d'exécution

Le présent accord-cadre est passé par la délégation Ile-de-France Villejuif du CNRS ci-après désignée « Pouvoir Adjudicateur ».

Adresses d'exécution :

Bâtiment L1

Site campus universitaire de Villetaneuse
Université Sorbonne Paris Nord
99 Avenue Jean-Baptiste Clément, 93430 Villetaneuse

et

Bâtiment G

Site campus CNRS de Thiais
2 Rue Henri Dunant, 94320 Thiais

Le pouvoir adjudicateur dispose de toute autorité pour fixer, modifier et restreindre l'accès et la circulation à l'intérieur des sites et autoriser ou interdire certaines activités, notamment pour des raisons de sécurité.

Le(s) Titulaire(s) s'engage(nt) à respecter l'ensemble des règles applicables correspondantes et ce pendant toute la durée d'exécution du marché.

Article 5 – Commencement et durée de l'accord-cadre

- Lots 1 :

L'accord-cadre pour le lot 1 prend effet à compter de la notification du marché.

Il est conclu pour une période initiale de 1 an.

Il est reconductible trois (3) fois pour une durée de douze (12) mois, par reconduction tacite, sans toutefois que sa durée totale n'excède quatre (4) ans.

- Lot 2 :

L'accord-cadre pour le lot 2 prend effet à compter du 23/10/2025.

Il est conclu pour une période initiale du 23/10/2025 jusqu'à la fin de la période initiale pour le lot 1.

Il est reconductible trois (3) fois pour une durée de douze (12) mois, par reconduction tacite, sans toutefois que sa durée totale n'excède quatre (4) ans.

En cas de non reconduction, le pouvoir adjudicateur fera connaître sa décision, soit, par l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé réception, soit, par le biais de la plateforme PLACE, au moins deux (2) mois avant la date de fin de la période contractuelle considérée.

La non reconduction du marché n'ouvre droit au profit du(es) Titulaire(s) à aucune indemnité de quelque sorte que ce soit, ni à aucun dédommagement. Le(s) Titulaire(s) restent engagé(s) jusqu'à la fin d'exécution de la période en cours.

Article 6 – Forme et modalités de révision des Prix

6.1 Nature des prix

Les bons de commande sont traités à prix unitaires établis sur la base des prix fixés dans le BPU du présent accord-cadre pour valoir offre tarifaire initiale.

Les prix sont réputés comprendre toutes charges fiscales, parafiscales ou autres frappant obligatoirement les prestations et sont considérés comme incluant de plein droit tous les frais afférents à la réalisation de l'accord-cadre, à savoir, sans que la liste ne soit exhaustive, le coût de la matière première des matériels, la fabrication des matériels, les frais d'emballage, le coût du personnel, des déplacements, de la logistique, de la livraison, des assurances, les garanties des équipements.

Le(s) Titulaire(s) atteste(nt) que ses prix publics ont été établis conformément aux textes légaux et réglementaires en vigueur, ainsi qu'aux accords qu'il a pu passer avec l'autorité compétente, et s'engage à fournir à la personne responsable du marché, sur sa demande, toute justification permettant de vérifier cette conformité.

Toutefois, les frais engendrés par le retard du(es) Titulaire(s) à présenter cette demande restent à sa(leur) charge. Les frais de manutention et de transport, qui naîtraient de l'ajournement ou du rejet des prestations, sont à la charge du(es) Titulaire(s).

Les prestations seront réglées en application des quantités et prix indiqués dans le bon de commande.

6.2 Révision des prix

6.2.1 Périodicité de la révision du prix

L'offre tarifaire pourra être ajustée annuellement à compter de la date de notification du marché, à la hausse comme à la baisse, selon les modalités précisées ci-après.

6.2.2 Modalités de calcul de la révision du prix

➤ Formule de révision pour les lots 1 et 2 :

L'ajustement des prix se fera à **chaque semestre à compter de la date de notification de l'accord-cadre**.
Le lot 2 s'alignera sur la date de notification du lot 1.

Par application de la formule suivante :

$$Pr = P0 [0,40 \times (Am/A0) + 0,30 \times (Bm/B0) + 0,30 \times (Cm/C0)]$$

Dans laquelle :

Pr : Prix révisé

P0 : Prix initial du marché

Indice m : Valeur de la référence du mois de révision de prix

Indice 0 : Valeur initiale du mois Mo

1.

A0 = valeur initiale de l'indice CEEB – Indice du prix du granulé en vrac départ usine établi par le Centre d'Etudes de l'Economie du Bois, de l'année et du mois de remise de l'offre.

Am = valeur initiale de l'indice CEEB – Indice du prix du granulé en vrac départ usine établi par le Centre d'Etudes de l'Economie du Bois, publié à la date de la demande de la révision.

2.

B0 = valeur initiale de l'indice du coût du travail - Salaires et charges - Transport et entreposage (NAF rév. 2 section H) - Base 100 en 2020 Identifiant 010762008, de l'année et du mois de remise de l'offre.

Bm = valeur initiale de l'indice du coût du travail - Salaires et charges - Transport et entreposage (NAF rév. 2 section H) - Base 100 en 2020 Identifiant 010762008, publié à la date de la demande de la révision.

3.

C0 = valeur initiale de l'indice CNR – Indice « gazole professionnel » établi par le comité national routier, de l'année et du mois de remise de l'offre.

Cm = valeur initiale de l'indice des prix à la consommation - Indice « gazole professionnel » établi par le comité national routier, publié à la date de la demande de la révision.

Disposition communes :

➤ Supports de lecture des valeurs de « I » :

Les valeurs des indices sont disponibles sur le site internet de l'INSEE, onglet « base de données », « indices et séries chronologiques », « bulletin statistique » <http://www.indices.insee.fr>

➤ Arrondi :

Pour le coefficient de révision Cn, les calculs intermédiaires se font sans arrondi.

Seul son résultat est arrondi au millième supérieur. Il sera donc arrêté à la troisième décimale après la virgule et arrondi au chiffre supérieur.

Ex :

Lorsque le Cn est de 1,0494, il sera arrondi à 1,050

Lorsque le Cn est de 1,04901, il sera arrondi à 1,050

➤ Cessation de publication des indices :

En cas de cessation de publication ou de disparition de l'index de référence, les parties conviennent :

- D'adopter l'index de remplacement,
- Si aucun index de remplacement n'est publié, de choisir un indice similaire.

Ce nouvel indice est validé après échange de courriels y consentant entre l'Etablissement et le(s) Titulaire(s). Les nouveaux prix ainsi définis ne s'appliquent qu'aux nouvelles commandes restant à notifier.

6.2.3 Modalités d'application de la révision des prix :

Le coefficient de révision des prix sera calculé par le(s) Titulaire(s).

Il s'applique aux prestations exécutées, à compter de la date de révision.

Pour le paiement de la révision, le(s) Titulaire(s) devra(ont) obligatoirement faire apparaître les mentions suivantes :

- Date de réalisation des prestations ;
- Montant total des prestations concernées € HT ;
- Coefficient de révision ;
- Rappel de la formule de calcul du coefficient de révision applicable conformément au CCAP
- Valeurs des indices, issues des supports de lecture indiqués ci-dessus
- Les calculs effectués et le résultat ainsi obtenu
- Application de ce coefficient au montant total € HT ;
- Taux et montant de la TVA ;
- Montant TTC de la révision.

En outre, le(s) Titulaire(s) devra(ont) produire l'extraction de la valeur initiale et finale des indices choisis, issue des supports de lecture indiqués ci-dessus.

Afin de mettre en œuvre ces révisions de prix, le(s) Titulaire(s) communique(nt) au Pôle Achat du Service Financier et Comptable de la Délégation Régionale Paris-Villejuif ses nouveaux tarifs par lettre recommandée avec accusé de réception **au plus tard un (1) mois avant l'échéance établie.**

A défaut, les anciens tarifs seront reconduits jusqu'à réception et acceptation par le CNRS des nouveaux tarifs.

Les nouveaux tarifs deviennent contractuels si le représentant de l'Etablissement n'a pas fait d'observation dans un délai d'un (1) mois maximum à compter de leur date de réception.

Article 7 – Modalités générales d'exécution des prestations

7.1 Représentant du Pouvoir Adjudicateur

A ce titre, la passation des bons de commande, leur suivi d'exécution, les opérations de vérification ainsi que les décisions d'admission, d'ajournement, de réfaction ou de rejet des prestations sont effectuées par la Délégée Régionale ou son représentant habilité.

7.2 Etendue des prestations

Le(s) Titulaire(s) assure(nt) l'exécution du service dans le strict respect des modalités et conditions prévues au CCTP et conformément aux modalités particulières éventuelles précisées par le Pouvoir Adjudicateur.

En aucun cas le(s) Titulaire(s) ne devra(ont) prendre l'initiative de procéder à une modification des prestations sans recueillir l'accord préalable du Pouvoir Adjudicateur.

7.3 Condition de livraison et Délais d'exécution

7.3.1 Stockage emballage et transport

Le stockage, l'emballage et le transport des fournitures sont effectués dans les conditions de l'article 20 du CCAG-FCS. Les emballages relèvent de la responsabilité du(es) Titulaire(s) et restent sa propriété. Le transport s'effectue sous sa responsabilité jusqu'au lieu de livraison.

7.3.2 Conditions de livraison

La livraison des fournitures s'effectuera dans les conditions de l'article 21 du CCAG-FCS et selon les modalités décrites à l'article 2.7 du CCTP.

NOTA:

Avant toute livraison, le(s) prestataire(s) retenu(s) devra(ont) impérativement transmettre son planning de livraison au service en charge du suivi d'exécution des prestations.

7.3.3 Délais d'exécution

Les délais contractuels d'exécution sont déterminés dans les bons de commande y afférents. Si le(s) Titulaire(s) ne peut(vent) respecter ces délais, il doit en informer le représentant habilité du pouvoir adjudicateur.

Par dérogation à l'article 13.1.2 du CCAG FCS, les délais maximums de livraison sont de 3 jours ouvrés ou 5 jours calendaires (pour prise en comptes des week-ends et jours fériés) à compter la confirmation de prise en charge par le(s) Titulaire(s).

La prolongation éventuelle du délai d'exécution est accordée par le représentant du pouvoir adjudicateur ou toute personne habilitée à le représenter.

7.4 Quantité minimum pour passer une commande

Il n'y a pas de quantité minimum pour passer une commande, sauf dans le cas où le conditionnement du fabricant (et non pas du(es) Titulaire(s)) ne le permet pas.

7.5 Exécution des prestations par un tiers

Le pouvoir adjudicateur pourra procéder à l'exécution de la prestation par un tiers en cas de défaillance du(es) Titulaire(s), sur simple écrit de ce dernier, dans l'exécution du marché.

Le pouvoir adjudicateur pourra également, sans mise en demeure préalable, se procurer les fournitures auprès d'un autre fournisseur en cas d'insuffisance du devis ou de la livraison par rapport au besoin établi. Le(s) Titulaire(s) disposera(ont) d'un jour ouvré pour régulariser le devis ou de trois jours calendaires pour rattraper son retard à compter de l'envoi du constat.

S'il n'est pas possible au CNRS de se procurer, dans des conditions qui lui conviennent, des prestations exactement conformes à celles dont l'exécution est prévue au marché, l'acheteur peut y substituer des prestations équivalentes.

7.7 Clause de Réexamen

Conformément à l'article 25 du CCAG FCS

En cas de circonstance que des parties diligentes ne pouvaient prévoir dans sa nature ou dans son ampleur et modifiant de manière significative les conditions d'exécution du marché et les quantités maximum fixées au marché, les parties examinent de bonne foi les conséquences, notamment financières, de cette circonstance. Le cas échéant, les parties conviennent, par avenant, des modalités de prise en charge, totale ou partielle, des surcoûts directement induits par cette circonstance sur la base de justificatifs fournis par le(s) Titulaire(s). Il est tenu compte, notamment :

- des surcoûts liés aux modifications d'exécution des prestations ;
- des conséquences liées à la prolongation des délais d'exécution du marché.

Le(s) Titulaire(s) est(sont) tenu(s) de demander, en temps utile, qu'il soit procédé à des constatations contradictoires pour permettre à l'acheteur d'évaluer les moyens supplémentaires effectivement mis en œuvre. Sont exclues de cette évaluation, les augmentations de prix prises en compte dans les index ou indices utilisés pour la révision des prix du marché.

Les surcoûts pris en charge par l'acheteur peuvent faire l'objet d'une avance dans les conditions fixées par les documents particuliers du marché ou dans l'avenant conclu en application du présent article.

Article 8 – Emission des bons de commande

8.1 Notification des bons de commande

Pendant la durée de validité de l'Accord-cadre, il est conclu par le Pouvoir adjudicateur autant de bons de commande que de besoins.

Toute commande verbale et/ou téléphonique doit être refusée par le(s) Titulaire(s).

Chaque bon de commande doit préciser :

- le numéro du marché correspondant ;
- le numéro du bon de commande et sa date d'émission ;
- le nom et l'adresse complète du service destinataire de la fourniture
- la référence et la désignation du/des produit(s) commandé(s) ;
- la quantité commandée ;

CNRS

Délégation Ile de France Villejuif
7 rue Guy Môquet – 94800 – Villejuif

CCAP_CNRS_DR01_SFC_2024_17

- le montant des frais de port et des conditions de transport
- le montant en € HT et TTC remisés et déterminés en fonction des prix indiqués à la remise de l'offre ;
- le taux ou le montant de la TVA applicable

Pour être valides, les bons de commande doivent être signés par une personne habilitée à engager le Pouvoir Adjudicateur.

Par dérogation à l'article 3.7.2 du CCAG/FCS, le(s) Titulaire(s) dispose(nt) d'un délai de 2 jours ouvrés pour notifier à l'émetteur du bon de commande ses observations à compter de la date de réception de ce dernier.

Les bons de commande émis pendant la période de validité de l'accord-cadre peuvent s'exécuter postérieurement à la date d'échéance dudit accord-cadre.

8.2 Adresse électronique de réception des bons de commande

Le(s) Titulaire(s) s'engage(nt) à fournir au Pouvoir adjudicateur une adresse électronique non nominative et valide durant toute l'exécution du présent Accord-cadre qui pourra être utilisée par le Pouvoir adjudicateur pour la transmission électronique des bons de commande et de tout autre courriel en relation avec l'accord-cadre.

Toute demande de modification de cette adresse électronique doit être transmise au Pouvoir adjudicateur au moins 1 mois avant la date de début d'utilisation demandée.

En cas de changement d'adresse électronique en cours d'exécution de l'accord-cadre, il est conseillé au(x) Titulaire(s) de maintenir opérationnelle l'ancienne adresse pendant au moins 3 mois suivant la date de début d'utilisation demandée pour la nouvelle adresse.

Il appartient au(x) Titulaire(s) de contrôler que tous les courriels du Pouvoir adjudicateur envoyés à cette adresse électronique ne soient pas mis en quarantaine par les dispositifs de sécurité informatique du(es) Titulaire(s).

Aucune contestation relative à la non réception d'un bon de commande par courriel ne sera recevable, dès lors que le bon de commande aura été transmis en utilisant la dernière adresse électronique communiquée par le(s) Titulaire(s) au Pouvoir adjudicateur et validée par eux.

Article 9– Opérations de vérification

9.1 Opérations de vérification

Les opérations de vérification quantitative et qualitative sont effectuées conformément aux modalités de vérification et d'admission prévues au CCAG/FCS.

Les vérifications porteront sur la conformité des prestations réalisées avec les spécifications du CCTP et les procédures validées par le pouvoir adjudicateur.

Par dérogation à l'article 27.3 du CCAG/FCS, le(s) Titulaire(s) n'est(ne sont) pas avisé(s) de la date de vérification de la livraison.

Conformément à l'article 30. 1 du CCAG FCS, les prestations sont réputées admises lorsqu'en l'absence de décision du pouvoir adjudicateur, dans un délai de quinze jours à dater de la livraison ou de l'achèvement de l'exécution du service.

9.2 Garantie

Aucune garantie n'est prévue.

10 Confidentialité et respect des principes de la loi du 24 août 2021

10.1 Confidentialité

Les dispositions de l'article 5 du CCAG/FCS sont applicables au présent marché. Le non-respect de ces obligations pourra entraîner la résiliation du présent accord-cadre au torts du(es) Titulaire(s).

10.2 Respect des principes d'égalité, de laïcité et de neutralité dans l'exécution des prestations

Conformément à l'article 1er.II de la loi du 24 août 2021 confortant le respect des principes de la République, « le Titulaire est tenu d'assurer l'égalité des usagers devant le service public et de veiller au respect des principes de laïcité et de neutralité du service public. Il prend les mesures nécessaires à cet effet et, en particulier, il veille à ce que ses salariés ou les personnes sur lesquelles il exerce une autorité hiérarchique ou un pouvoir de direction, lorsqu'ils participent à l'exécution du service public, s'abstiennent notamment de manifester leurs opinions politiques ou religieuses, traitent de façon égale toutes les personnes et respectent leur liberté de conscience et leur dignité.

Le(s) Titulaire(s) du contrat veille(nt) également à ce que toute autre personne à laquelle il(s) confie(nt) pour partie l'exécution du service public s'assure du respect de ces obligations. Il(s) est(sont) tenu(s) de communiquer à l'acheteur chacun des contrats de sous-traitance ayant pour effet de faire participer le sous-traitant à l'exécution de la mission de service public.

Article 11 – Facturation

Le règlement des sommes dues se fait sur présentation de factures sur service fait.

11.1 Modalités de transmission de la facture

Conformément à la loi du 3 janvier 2014 sur la simplification de la vie des entreprises et l'ordonnance n°2014-697 du 26 juin 2014 relative au développement de la facturation électronique, le(s) Titulaire(s) ainsi que, le cas échéant, ses cotraitants et ses sous-traitants concernés, doivent transmettre leurs demandes de paiement sur le portail mutualisé de l'Etat Chorus Pro.

Au choix du créancier, cette transmission est effectuée selon l'une des trois modalités suivantes :

- **Par flux d'échange de données informatisées.** Dans ce cas, les formats acceptés sont ceux qui figurent à l'adresse suivante : <https://communaute-chorus-pro.finances.gouv.fr/>

- **Par dépôt au format PDF**

- **Par saisie en ligne dans le portail**

Le n° de SIRET CNRS à utiliser en vue du dépôt des factures sur Chorus portail pro est le SIRET n° 18008901303720 – structure CNRS (SCTD)

CNRS

Délégation Ile de France Villejuif
7 rue Guy Môquet – 94800 – Villejuif

Les informations à faire figurer obligatoirement dans l'entête de la demande de paiement sont :

Pour Villetaneuse :

- Le code service de l'entité CNRS facturée : **UPR3407**
- le numéro du bon de commande Commençant par **3321** :(exemple : 3321L012345),
- le n° de marché figurant sur le bon de commande.

Pour Thiais :

- Le code service de l'entité CNRS facturée : **MOY100_LT**
- le numéro du bon de commande Commençant par **3160** :(exemple : 3160L012345),
- le n° de marché figurant sur le bon de commande.

Le non-respect de ces consignes pourra entraîner un rejet de votre facture.

L'utilisation du portail de facturation est exclusive de tout autre mode de transmission

11.2 Contenu de la Facture

Les factures doivent comprendre, outre les indications prévues par la réglementation de la comptabilité publique, les renseignements suivants :

1. Le numéro de référence de l'accord cadre,
2. le numéro de bon de commande du CNRS (11 Caractères) 3321 L 012345
3. le numéro de bon de commande du CNRS (11 Caractères) 3160 L 012345
4. la désignation et la référence des produits,
5. le nom et l'adresse complète du service destinataire de la fourniture,
6. la date de la livraison,
7. les montants hors taxes unitaires et totaux des prestations effectuées,
8. le taux et le montant de la taxe sur la valeur ajoutée (TVA),
9. la désignation des parties contractantes du marché et le numéro Siret (Titulaire et pouvoir adjudicateur),
10. le numéro de TVA intracommunautaire,
11. le numéro de compte bancaire ou postal tel qu'il est joint à l'acte d'engagement,
12. la période au cours de laquelle ont été exécutées les prestations qui font l'objet de la demande de paiement.

Le prix de règlement tient compte de tous droits et taxes applicables au taux en vigueur au moment de la facturation. Le prix initial peut être modifié des pénalités ou des intérêts moratoires.

Toute facture non référencée à un numéro de commande et au numéro de marché sera systématiquement rejetée.

11.3 Modalités de règlement

Le(s) Titulaire(s) transmet(tent) ses demandes de paiement par tout moyen permettant de donner date certaine. Selon les dispositions de l'article 11 du CCAG FCS, les précisions suivantes sont apportées :

- Le règlement du prix s'effectue en une seule fois après livraison des fournitures et décision d'admission.
- Le règlement du prix ne donnera donc pas lieu à des règlements partiels définitifs.

11.1.1 Demandes de paiement

Conformément aux dispositions de l'article 11.7 du CCAG FCS, le(s) Titulaire(s) transmet(tent) sa(leur) demande de paiement (règlement partiel définitif ou solde) après livraison et décision d'admission des fournitures par l'acheteur.

Solde du contrat

La demande de paiement du solde est établie, conformément aux dispositions ci-dessous et à l'article 11.7 du CCAG FCS, par le(s) Titulaire(s) dans un délai de 30 jours à compter de la décision d'admission des fournitures ou de la dernière décision d'admission distincte en cas de règlement partiel définitif.

L'acheteur se réserve le droit de compléter ou de rectifier les demandes de paiement qui comporteraient des erreurs ou seraient incomplètes. Dans ce cas, il doit notifier au(x) Titulaire(s) la demande de paiement rectifiée.

11.2 Délais de paiement

Les délais dont dispose l'acheteur ou son représentant pour procéder au paiement des règlements partiels définitifs et du solde sont fixés à 30 jours.

11.3 Intérêts moratoires

Le défaut de paiement des avances, des acomptes, des règlements partiels définitifs ou du solde dans le délai fixé par l'accord-cadre donne droit à des intérêts moratoires, calculés à compter du lendemain de l'expiration dudit délai (ou de l'échéance prévue par le marché) jusqu'à la date de mise en paiement du principal incluse (article R. 2192-32 du Code de la commande publique).

Le taux des intérêts moratoires applicables en cas de dépassement du délai maximum de paiement est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

Le montant de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement est fixé à 40 euros.

11.4 Règlement en cas de groupement d'opérateurs économiques solidaires

En cas de groupement, seul le mandataire du groupement est habilité à présenter les demandes de paiement.

En cas de groupement solidaire, il sera procédé à un règlement séparé de chacun des membres, si la répartition des paiements est identifiée à l'acte d'engagement.

Le mandataire du groupement indique dans chaque demande de paiement qu'il transmet à l'acheteur, la répartition des paiements pour chacun des membres du groupement.

L'acceptation d'un règlement à chacun des membres du groupement solidaire ne saurait remettre en cause la solidarité des membres.

11.5 Avance

Une avance pourra être versée conformément aux dispositions de l'article R2191-3 à R2191-12 du code de la commande publique.

Conformément aux conditions fixées à l'article R2191-3 à R2191-12 du Code de la commande publique, une avance est accordée au(x) Titulaire(s) du marché lorsque le montant initial de celui-ci est supérieur à 50 000 euros hors taxes et dans la mesure où le délai d'exécution est supérieur à deux mois.

Conformément aux dispositions de l'article 11.1 option B du CCAG FCS, le montant de l'avance est établi à 10% du montant global et forfaitaire du marché toutes taxes comprises pour les petites et moyennes entreprises. Dans l'hypothèse où le Titulaire du marché peut prétendre au versement d'une avance, il est invité à indiquer dans son offre s'il souhaite en bénéficier ou s'il y renonce. Lorsque le titulaire n'est pas une petite ou moyenne entreprise le taux de l'avance est fixé à 5 % du montant global et forfaitaire du marché toutes taxes comprises.

Le remboursement doit être terminé lorsque le montant des prestations exécutées par le titulaire atteint 80 % du montant toutes taxes comprises du marché.

Dans l'hypothèse où le(s) Titulaire(s) du marché peut(vent) prétendre au versement d'une avance, il(s) est(sont) invité(s) à indiquer dans son offre s'il(s) souhaite(nt) en bénéficier ou s'il(s) y renonce(nt), en cochant la case dans l'acte d'engagement.

11.6 Ordonnateur et comptable

L'ordonnateur chargé d'émettre le titre de paiement est :

La Délégée Régionale de la Délégation Ile-de-France Villejuif,
7 Rue Guy Môquet, 94 800 Villejuif

Le comptable assignataire des paiements est :

L'Agent comptable secondaire de la Délégation Paris-Villejuif,
7 Rue Guy Môquet, 94 800 Villejuif.

Article 12 – Pénalités

Des pénalités sont applicables au(x) Titulaire(s) en cas de non-respect des engagements contractuels. Ces pénalités viennent le cas échéant en diminution du montant à régler au(x) Titulaire(s).

Ces pénalités sont cumulables entre elles de plein droit et sans appel. Elles ne sont pas soumises à la T.V.A. Sauf mention contraire, elles sont décomptées en jours calendaires.

Au cas où le(s) Titulaire(s) encourt(rent) une pénalité, celle-ci sera appliquée sans mise en demeure préalable.

Par dérogation à l'article 14.1 les pénalités s'appliquent sans mise en demeure préalable.

Par dérogation à l'article 14.1.3 du C.C.A.G. / FCS, le(s) Titulaire(s) n'est(ne sont) pas exonéré(s) des pénalités dont le montant n'excède pas 1000 € HT pour l'ensemble du marché.

Dans le cas où le(s) Titulaire(s) manquerait(aient) de façon répétée à ses obligations contractuelles, le Pouvoir Adjudicateur se réserve la possibilité de résilier le marché aux torts du(es) Titulaire(s) dans les conditions fixées à l'article 41 du C.C.A.G. /FCS, sans que celui-ci ne puisse prétendre au versement d'aucune indemnité. Il pourra être pourvu à l'exécution des prestations aux frais et risques du(es) Titulaire(s) dans les conditions de l'article 15.4 du présent C.C.A.P.

Par dérogation à l'article 14 du C.C.A.G. / FCS, le(s) Titulaire(s) pourra(ont) subir les pénalités suivantes :

12.1 Pénalité pour retard :

Par dérogation à l'article 14.1.1 du CCAG-FCS, le(s) Titulaire(s) peut(vent), en cas de retard d'exécution des prestations et sur décision du Pouvoir adjudicateur, se voir appliquer sans mise en demeure préalable, les pénalités calculées par application de la formule suivante :

$$P = V \times R / 500$$

Dans laquelle :

- P est le montant des pénalités ;
- V est le montant du bon de commande ;
- R est le nombre de jours calendaires de retard d'exécution.

Le Pouvoir adjudicateur peut exonérer le(s) Titulaire(s) de ces pénalités si ce(s) dernier(s) invoque(nt) une cause de retard qui ne lui(leurs) est(sont) pas imputable. Le(s) Titulaire(s) notifie(nt) alors sa demande d'exonération au Pouvoir Adjudicateur en exposant les motifs de son(leur) retard.

Par dérogation à l'article 14.1.2 du CCG FCS le montant des pénalités ne peut excéder 30% du montant HT du bon de commande, tout jour entamé étant dû.

12.2 Autres pénalités

Si la fourniture de combustible s'avère non conforme aux caractéristiques définies au CCTP, le(s) fournisseur(s) encourt(ent), par livraison identifiée non conforme, une pénalité forfaitaire de 1500€ HT pour chaque bon de commande concerné.

12.3 Pénalité pour travail dissimulé

Si le Pouvoir adjudicateur est informé par écrit par un agent de contrôle que le(s) Titulaire(s) ne s'acquitte(nt) pas des formalités mentionnées aux articles L. 8221-3 à L. 8221-5 du Code du travail, il met en demeure le(s) Titulaire(s), par lettre recommandée avec avis de réception, de faire cesser cette situation.

Le(s) Titulaire(s) ainsi mis en demeure apporte(nt) au Pouvoir adjudicateur la preuve qu'il(s) a(ont) mis fin à la situation délictuelle et peut(vent) présenter ses(leurs) observations ; le(s) Titulaire(s) dispose(nt) pour cela d'un délai de quinze jours à compter de la réception de cette mise en demeure du Pouvoir adjudicateur.

À défaut de correction des irrégularités signalées dans ce délai de quinze jours, le Pouvoir adjudicateur peut :

- Soit infliger au(x) Titulaire(s) les pénalités ci-après décrites :
Une pénalité de **100 €** est applicable pour chaque formalité citée à l'article L. 8221-3 ou à l'article L. 8221-5 du Code du travail non acquitté par le(s) Titulaire(s).
Le montant de ces pénalités est, au plus, égal à 10 % du montant du contrat et ne peut excéder celui des amendes encourues en application des articles L. 8224-1, L. 8224-2 et L. 8224-5 du code du travail.

- Soit résilier le contrat, sans indemnité, aux frais et risques du(es) Titulaire(s).

Article 13 – Assurance

Le(s) Titulaire(s) de l'Accord-cadre devra(ront) justifier sur demande du pouvoir adjudicateur, au moment de la consultation puis en cours d'exécution de l'accord-cadre, au moyen d'une attestation portant mention de l'étendue de la garantie, d'une assurance couvrant les conséquences pécuniaires de responsabilité civile qu'il(s) encourent vis-à-vis des tiers et du Pouvoir adjudicateur en cas d'accident ou de tous dommages causés à l'occasion de l'exécution des prestations objet de l'accord-cadre.

L'attestation devra être remise dans le délai de 15 jours francs à compter de la demande du Pouvoir adjudicateur.

Article 14 – Modifications relatives au(x) Titulaire(s) de l'accord-cadre

Toute modification affectant le(s) Titulaire(s) de l'Accord-cadre est portée impérativement à la connaissance du Pouvoir adjudicateur.

Le(s) Titulaire(s) fournit(ssent), le cas échéant, dans les plus brefs délais, les justificatifs appropriés mentionnant le changement (extrait K-bis, copie de l'annonce publiée dans un journal d'annonces légales, procès-verbal, nouveau RIB, etc.).

14.1 Modifications mineures

Sont considérées comme mineures les modifications suivantes :

- modification de la dénomination sociale du(es) Titulaire(s) ;
- modification de l'adresse d'envoi des bons de commande que le(s) Titulaire(s) a(ont) renseigné dans son acte d'engagement ;
- modification des coordonnées bancaires ;
- modification de l'adresse électronique utilisée pour les bons de commande. Cette information doit être transmise au Pouvoir adjudicateur au moins 7 jours calendaires avant la date à partir de laquelle elle doit être utilisée ;
- contractualisation ou modification du programme de livraison ;

Ces modifications peuvent entraîner la renumérotation de l'Accord-cadre par le Pouvoir adjudicateur et la transmission de ce nouveau numéro au(x) Titulaire(s) du présent Accord-cadre.

14.2 Modifications majeures

Le(s) Titulaire(s) doit(vent) informer le Pouvoir adjudicateur de tout projet de fusion ou d'absorption de l'entreprise Titulaire et de tout projet de cession de l'Accord-cadre dans les plus brefs délais et produire les documents et renseignements utiles qui lui seront notifiés concernant la nouvelle entreprise à qui l'Accord-cadre est transféré ou cédé.

En cas d'acceptation de la cession de l'Accord-cadre, cette cession fait l'objet d'un avenant constatant le transfert de l'Accord-cadre au nouveau Titulaire.

Le Pouvoir adjudicateur formalise, selon les règles qui lui sont applicables, avec le nouveau Titulaire de l'Accord-cadre le transfert du/des bons de commande en cours.

Sont également considérées comme majeures toute autre modification affectant la possibilité du(es) Titulaire(s), d'exécuter l'Accord-cadre. Aussi, tout événement conduisant notamment le(s) Titulaire(s) à ne plus pouvoir honorer les bons de commande doit être mis à la connaissance du Pouvoir adjudicateur.

Article 15 – Résiliation et Exécution aux frais et risques

La résiliation de l'accord-cadre peut-être prononcée conformément aux dispositions du chapitre 7 du CCAG-FCS.

15.1 Résiliation sans faute

La résiliation sans faute s'effectue conformément et dans les cas prévus aux articles 38 à 39 du CCAG-FCS.

La résiliation de l'Accord-cadre sans faute du(es) Titulaire(s), peut être prononcée par le Pouvoir adjudicateur deux mois avant la date anniversaire de la notification de l'Accord-cadre.

Par dérogation à l'article 42 du CCAG-FCS, la résiliation de l'accord-cadre n'ouvre droit au profit du(es) Titulaire(s) à aucune indemnité.

Le Pouvoir adjudicateur peut notamment décider de résilier à tout moment l'accord-cadre, pour motif d'intérêt général, si des événements affectant un ou des Titulaires de l'accord-cadre, ou le secteur économique concerné par l'accord cadre, venaient compromettre l'effectivité de la concurrence pendant le reste de la durée de l'accord-cadre.

15.2 Résiliation à la demande du(es) Titulaire(s)

Le Pouvoir adjudicateur peut mettre fin à l'exécution de l'accord-cadre à la demande du(es) Titulaire(s) dans les conditions prévues à l'article 40 du CCAG-FCS.

En outre, si le(s) Titulaire(s) se trouve(nt) dans la situation de ne plus pouvoir exécuter l'accord-cadre, il(s) en informe(nt) par écrit le Pouvoir adjudicateur en motivant sa demande. Il(s) peut(vent) alors solliciter la résiliation de son engagement contractuel par cette impossibilité.

Sous réserve de l'acceptation expresse de la demande par le Pouvoir adjudicateur, les modalités de la résiliation font l'objet d'une formalisation écrite entre les parties, intégrant la réparation du préjudice éventuellement subi par le Pouvoir adjudicateur.

15.3 Résiliation pour faute

La résiliation de l'Accord-cadre peut-être prononcée pour faute du(es) Titulaire(s) dans l'exécution des prestations objet de ces contrats, conformément à l'article 41 du CCAG-FCS.

Le Pouvoir adjudicateur peut alors résilier l'Accord-cadre en cours d'exécution, si après mise en demeure du(es) Titulaire(s) assortie d'un délai, des défauts constatés n'étaient pas corrigés dans le délai imparti.

La décision de résiliation est envoyée en recommandé avec accusé de réception au(x) Titulaire(s) et prend effet à compter de la réception de cet acte.

Les modalités de la résiliation font l’objet d’une formalisation écrite entre les parties, intégrant la réparation du préjudice subi.

Article 16 – Droit applicable – Langue

En cas de litige dans l’exécution du présent Accord-cadre, le litige est porté devant la juridiction administrative territorialement compétente. Seul le droit français est applicable.

L’ensemble des documents composant l’Accord-cadre est rédigé en langue française.

Article 17 – Obligations réglementaires

Le(s) Titulaire(s) est(sont) tenu(s) de fournir au Pouvoir adjudicateur les pièces mentionnées aux articles D.8222-5 ou D.8222-7 et D.8222-8 du code du travail, tous les six mois à compter de la notification du présent Accord-cadre et ce, jusqu’à son terme.

Il est fait application aux torts du(es) Titulaire(s) des conditions de résiliation prévues à l’article 15.3 ci-avant, lorsque, après signature de l’Accord-cadre, il ressort que sont inexactes :

- les pièces mentionnées ci-dessus, remises au titre de la candidature ou en application de l’alinéa précédent ;
- les attestations et certificats délivrés par les établissements et organismes compétents prouvant que le(s) Titulaire(s) a(ont) satisfait à ses(leurs) obligations fiscales et sociales, remis au titre de la candidature.

L'article 12.2 du présent document fixe les pénalités pour non-respect des formalités mentionnées aux articles L. 8221-3 à L. 8221-5 du code du travail.

Article 18 – Différends et Litiges

Le Pouvoir adjudicateur et le(s) Titulaire(s) s’efforcent de régler à l’amiable tout différend éventuel relatif à l’interprétation des stipulations de l’Accord-cadre ainsi que les éventuels différends et litiges nés de son exécution. A défaut d’accord, le tribunal administratif de Melun est saisi du litige.

Article 19 – Dérogations aux documents généraux

| Articles du présent CCAP concernés | Articles du CCAG/FCS auxquels il est dérogé |
|---------------------------------------|---|
| 7.3.3 Délai d’exécution | 13.1.2 |
| 8.1 Notification des bons de commande | 3.7.2 |
| 9.1 Opérations de vérification | 27.3 |
| 12 Pénalités | 14 ;14.1 ; 14.1.3 ; |
| 12.1 Pénalités pour retard | 14.1.1 ;14.1.2 |
| 15.1 Résiliation sans faute | 42 |